



FILIÈRE MICE, LES AFFAIRES REPRENENT

L'événementiel corporate reprend des couleurs, mais la crise sanitaire a laissé des traces et oblige la filière à se réinventer. 10/11



UNE ENTREPRISE NOMMÉE UCA

Par l'entremise d'un président convaincu, Jeanick Brisswalter, l'Université Côte d'Azur s'ancre à fond dans son écosystème. 16

L'hypercroissance, démo par l'exemple

Sur le podium originel de ces nouveaux trophées siglés Rise Partners dévolus aux startups en décollage accéléré, focus sur les azuréennes GoMecano, Pollustock, et les régionales Seecly ou Trust-Place. 14/15



Partie de campagne pour l'UIMM 06

Direction Paris pour la délégation d'industriels azuréens drivée par le président Ragni. Au menu, rencontre avec des présidentiables pour débattre réindustrialisation, entre collaboratif et lobbying. 5/7

CE QUE LE BTP ATTEND D'UN PRÉSIDENT

A quelques semaines du scrutin présidentiel, la filière du Bâtiment et des Travaux publics veut profiter d'un bon timing pour exposer ses propositions aux candidats. Le point avec Patrick Moulard, président de la FBTP 06. 8

UKRAINE, QUELS IMPACTS SUR L'ÉCONOMIE FRANÇAISE ?

La réponse de Christophe Barraud, docteur en économie financière, chef économiste et stratège pour Market Securities, qui a livré ce 3 mars aux adhérents du Club Business Sophia ses perspectives 2022. 3

ANNONCES LÉGALES ET ENCHÈRES

Enchères judiciaires immobilières. 26

Ventes & Appels d'offres. 28

Annonces judiciaires & légales. 27

Marchés et enquêtes publics. 29

tribuca

29348 - 11380 - F : 0,90 €



11380



3 782934 800907



Index des sociétés citées

Locopro 2	Avelia 5	Raising Stones Events 11	Orange 12	GoMecano 14
Flex-O 2	AVP Miroiterie 8	Royal Riviera 11	Neflio 13	Pollustock 15
OGC Nice 2	Jaune Fabrique 9	Delta Air Lines 11	UpSkill4IT 13	Seecly 15
	La Poste 9	Travel Planet 12	Enreach 13	Trust-Place 15



FOCUS. MARCEL RAGNI

président de l'UIMM Côte d'Azur - Union des industries et métiers de la métallurgie

“Les industriels n’ont pas besoin d’être aidés par l’Etat, ils ont besoin d’être soutenus”

Ce 9 mars, il est venu à la Mutualité avec ses coreligionnaires prendre le pouls des candidats, à l’heure où la réindustrialisation se pose en pivot central de campagne.

Qu’avez-vous pensé des discours des candidats présents ?

Pas de surprise. Beaucoup de similitudes, parfois de la caricature, avec des discours plus convaincants que d’autres... Dommage qu’on n’ait pas entendu un Mélenchon ou un Macron... Tous les présidentiables (qui dépassent dans les sondages les 5%) avaient été conviés, il n’en est venu que quatre. A l’apaisement d’une Valérie Pécresse, et en moindre mesure d’un Eric Zemmour, s’est opposé le militantisme d’une Marine Le Pen et l’insipidité d’une Anne Hidalgo. Les programmes, au final, étaient quasi les mêmes, ils ont visiblement lu nos propositions et nous ont dit ce que nous voulions entendre.

Que penser par exemple du protectionnisme industriel évoqué par certains ?

C’est un peu simpliste. Si on ferme la France aux marques automobiles étrangères, Renault ne pourra plus vendre à l’extérieur. Par contre, sur la commande publique, nous pourrions être un peu plus regardants sur le choix des voitures... C’est certes contraire au Traité de Rome, mais l’Allemagne ne le fait-elle pas ?

L’industrie était-elle réellement au cœur des débats ?

Je n’ai pas l’impression, sur ces quatre-là, que l’industrie soit au centre des préoccupations. C’est un sujet parmi les autres. L’engouement pour l’industrie

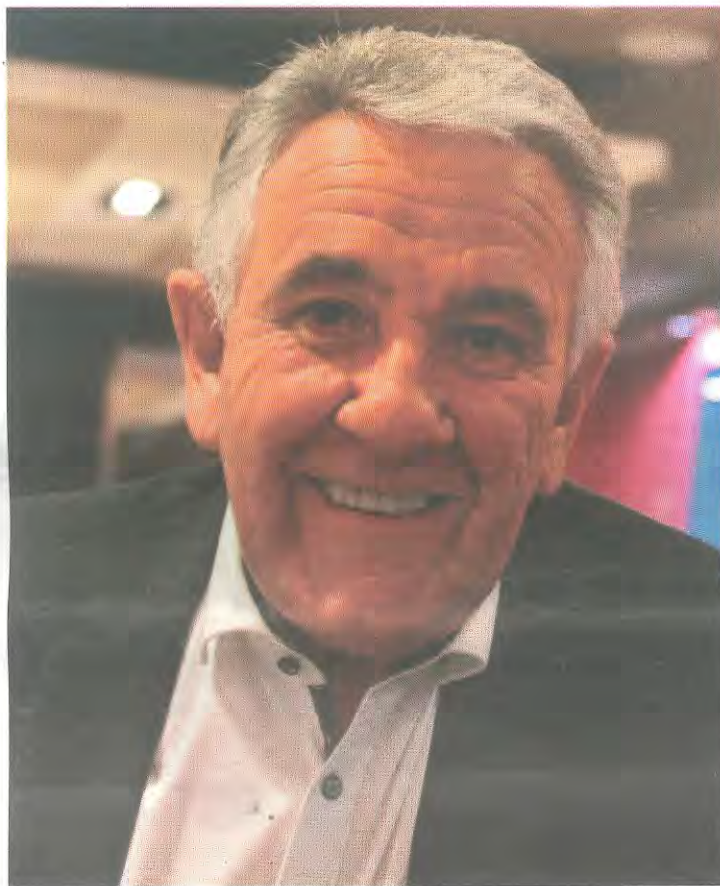
est né du premier confinement, où nous nous sommes aperçus que sans production, nous étions exsangues. La crise sanitaire a dévoilé nos faiblesses, difficile aujourd’hui, à l’heure de la campagne, de passer outre.

Le sujet qui n’a pas été assez abordé selon vous ?

Celui que nous portons à l’UIMM Côte d’Azur, l’apprentissage et la formation en général. On nous parle d’alternance, mais qui a la solution pour accompagner les jeunes (et les patrons) dans cette démarche pourtant salvatrice ? J’ai, dans mon entreprise, huit alternants et apprentis, je n’ai jamais vu un professeur prendre de leurs nouvelles... Les lettres de motivation, ce sont les parents qui les envoient. Il n’y a pas assez d’intérêt du corps enseignant pour l’entreprise. J’organise régulièrement des visites pour les profs de collèges ou de lycées, ils découvrent, ils sont souvent surpris, ils ont une image de l’industrie qui n’est pas actualisée. La modernisation, déjà effective, enlève un maximum de contraintes. Et les candidats l’ont dit, ce sont des métiers non délocalisables, avec de belles perspectives de carrières, au contraire d’autres filières.

Pourtant, il y a des aides gouvernementales en vigueur...

Temporaires, elles cesseront dès le mois de juin. Le chef d’entreprise n’a pas besoin d’aide, il a besoin de soutien, de moins de charges sur



l’apprenti qu’il embauche plutôt que d’une prime de 8.000€.

La régionalisation a été largement évoquée, est-ce pertinent ?

Etre géré par Paris, dans certains domaines, est fortement handicapant. Déjà au local, pour un chef d’entreprise qui veut investir sur son outil de production,

la manœuvre relève du sacerdoce. Il faut nous faciliter encore plus les investissements, à tous les niveaux territoriaux.

Qu’est-ce qu’il manquait à ces candidats ?

Désendetter la France et faire de la relance, ce qui nécessite des financements, c’est ça le cœur du problème. Mais nous n’avons pas

TROIS GRANDS DÉFIS

Pour l’UIMM, une réindustrialisation cohérente et prioritaire devra s’atteler à trois défis majeurs, dont un modèle social refondé, avec remise à jour d’une protection sociale vieillissante, dispendieuse, impactante sur la compétitivité des entreprises. L’UIMM demande une réforme, l’allègement des cotisations employeurs, une retraite fixée à 65 ans d’ici 2035.

Une formation professionnelle repensée, avec des lycées professionnels sous la bannière d’un ministère de l’Industrie, tout en confiant aux Régions le pilotage de l’orientation en coordination avec les rectorats et les universités. Souhaité aussi, un “crédit impôt formation” au bénéfice des meilleures élèves côté entreprises.

Un travail réorganisé, en faisant en sorte qu’il paie plus que l’inactivité, qu’il soit plus adapté aux comportements actuels (mobilité, télétravail, reconversions).

le début d’un commencement de principe pour y arriver vraiment. C’est inquiétant de ne pas avoir entendu quelque chose de fort et de novateur pour épauler cette réindustrialisation appelée de nos vœux, et plus largement des vœux des Français, qui eux, ont bien compris l’enjeu.

PROPOS RECUEILLIS PAR ISABELLE AUZIAS



Retours vers le futur

● Laurent Vella a créé Avelia (Nice/Paris, 50 collaborateurs, 7M€ de CA 2021) en 2003. Il a rejoint le groupe Septeo en décembre dernier, où il a retrouvé une autre pépite azurienne, Kinaxia. Trésorier de l’UIMM Côte d’Azur depuis six ans, il accompagnait son président, son ex-président (Daniel Sfecci) et son vice-président (Bernard Alfandari) sur cette rencontre inédite à Paris. “Découvrir les ambitions des différents candidats à la présidentielle sur les

défis industriels des années à venir, leurs propositions concrètes pour accompagner cette réindustrialisation dont on parle tant, c’est plutôt intéressant à quelques semaines du scrutin.” Verdict en fin de journée ? “Un peu mitigé... On a l’impression que tous ont bien travaillé leur sujet, sur une cible précise, mais difficile d’y voir une vision à long terme...” Pour lui, l’organisation de la formation professionnelle, plus proche des territoires, reste la pierre angulaire d’un programme

bien construit. C’était d’ailleurs la proposition-phare portée par la délégation azurienne. A son grand dam, l’innovation et la R&D sont aussi restées très (trop) discrètes au fil des interventions, “dans un monde de plus en plus connecté.” A contrario, la compétitivité a bien plus inspiré nos candidats, prolixes en propositions, qu’il s’agisse de fonds issus des bas de laine des ménages retricotés à la hausse par la crise sanitaire ou des lourdeurs administratives et autres multipli-

cations des normes qui impactent de plein fouet les potentiels investissements. “Assister à ce genre de débats, c’est un peu le sens de mon engagement à l’UIMM. Notre rôle, en tant qu’industriels de terrain, c’est de porter nos propositions, issues de la profession, pour que l’industrie se renforce, évolue. L’industrie, c’est la chance d’accéder à des emplois à haute valeur ajoutée, qui génèrent d’autres emplois, dans les services notamment. L’industrie, c’est un socle. Et sans socle, pas de salut.”

L'UIMM en tenue présidentielle

CAMPAGNE. Rendez-vous avait été donné ce 9 mars à la Mutualité (Paris) pour des délégations d'industriels venues de toute la France. Objectif : soutenir 15 propositions issues des forces vives de la filière, via une opération lobbying en direct live en direction des candidats à la fonction suprême.

Quelle ambition pour notre modèle social et industriel ? Question claire et précise posée par les 42.000 affiliés UIMM, représentés par un bon millier de chefs de file pour ce rendez-vous pré-électoral à la Mutualité, une salle ô combien symbolique dans l'imagerie sociale. Pour Eric Trappier, président national, le préambule est tout trouvé : il s'agit bien, à l'aune des programmes, de sensibiliser les candidats aux problématiques d'un monde industriel en pleine poussée de sève, avec une réindustrialisation nationale portée en étendard par l'actuel gouvernement.

Domage que le grand débat se soit cantonné à quatre candidats, loin d'être les plus représentatifs aux yeux des grands capitaines d'industrie rassemblés en super-escadron.

Le président Trappier pourtant aura chauffé ses troupes, en mission lobbying, voire syndicale, en option... productive. "Après une longue décroissance, nous avons subi le Covid depuis deux ans, il n'est pas complètement derrière nous, il a laissé des traces, a fragilisé notre outil et nos capacités, mais nous avons réagi rapidement en préservant nos compétences, via une vive réaction où l'Etat -et nous- avons joué notre rôle. Mais

restent des fragilité malgré un retour à la quasi normale, avant qu'une nouvelle crise, majeure, ne nous frappe. Celle de l'Ukraine, une crise humaine, en Europe, à nos portes, avec des conséquences qui seront très importantes, notamment sur la problématique énergétique." Pensée émue aux premiers impactés de plein fouet, l'aéronautique et les restrictions de déplacements qui s'imposent, ou de grands groupes nationaux comme Renault claqués dans leurs atouts export vers la Russie. Petit bémol sur la grand-messe, pas d'Emmanuel Macron au menu. Un Mélenchon a lui-aussi été regretté. Seuls quatre prétendants ont répondu à l'appel industriel. Avant qu'ils ne déroulent leur vision industrielle, séquence constat avec Jérôme Fourquet (IFOP), fort d'une solide étude sur la filière, qui confirme: oui, il y a une véritable prise de conscience autour d'une réindustrialisation prioritaire. Selon une récente étude nationale déclinée par régions, 40% des Français considèrent leur propre territoire en déclin, à forte majorité dans les contrées industriellement sinistrées, notamment sur le Nord-Est du pays. 3 Français sur 4 considèrent que les questions industrielles ne sont pas assez abordées dans les campagnes, et plus



Eric Trappier : "nous présentons un projet pour l'industrie française aux candidats à l'élection présidentielle."

de 90% d'entre eux seraient attachés au *made in France* (ça reste une enquête, et des chiffres...). Au-delà de l'emploi, l'industrie serait promue identité territoriale, source de rayonnement, patrimoine. D'où la sidération générale de ne pas avoir de vaccin français au pays de Sanofi... L'ère du *fabless* serait-elle derrière nous ? Le grand basculement de l'opinion serait-il en marche ? Et pourtant, la désindustrialisation, elle, continue sur sa lancée :

de 2008 à 2022, 940 sites industriels de plus de 50 salariés ont disparu, et aucune filière n'aura été épargnée... D'un quart de PIB en 1980, la dégringolade se confirme, avec une industrie pointée à 12% aujourd'hui. Et voilà comment l'industrie se retrouve au cœur d'une demande électorale. Eric Trappier et l'UIMM se retrouvent de fait en position de force : "pour que la France retrouve son rang de grande nation, nous devons refonder le finance-

ment de notre modèle social et restaurer la compétitivité de nos entreprises. Nous avons besoin d'un plan d'actions pour que la transition écologique, devenue centrale, ne soit pas qu'un calendrier politique. Aucun pays ne peut se désintéresser de son industrie s'il veut rester indépendant sur le long terme. Je dis à tous les candidats que la réussite passera par l'industrie." Et les candidats l'ont entendu.

DOSSIER RÉALISÉ PAR
ISABELLE AUZIAS

A la reconquête de l'industrie

● Introduction toute trouvée pour Eric Zemmour, le premier à s'exprimer ce 9 mars. Une France championne d'Europe du déficit commercial, toisé à 85Mds€ sur 2022, l'intervention zemmourienne commence logiquement par les constats d'usage. Le candidat est calme, presque trop. Son articulation est solide, son discours bien huilé : "Pas de puissance économique sans puissance industrielle", il invoque la restauration de la compétitivité, de la souveraineté, veut gagner la bataille des compétences, "en nous mettant dans les mêmes conditions que nos concurrents étrangers", en baissant de 30Mds€ les impôts de production, "injustes, premiers responsable du déclin du tissu industriel". Il propose la création de zones franches industrielles "pour recréer de l'activité dans des territoires sinistrés". Il conspuera les seuils, "que je propose

de relever de 50 à 250 salariés, pour que les entreprises puissent grandir sans être freinées", et pourfendra l'inflation normative "en cessant de sur-transposer dans notre droit les règles européennes. (...) Covid et guerre ont confirmé qu'il n'existe pas de mondialisation heureuse," en soulignant qu'une industrie faible, c'est un destin brisé. Le rôle de l'Etat ? "200Mds€ de commande publique, c'est une manne fantastique pour nos entreprises, en faire don à des structures étrangères est irresponsable". D'où un mécanisme protectionniste au niveau européen avec une part réservée aux entreprises nationales. Pour les familiales et leur capitalisme basé sur les savoir-faire, suppression totale des droits de succession. Côté gros sous encore, "il n'est pas normal que 60% des grandes levées de fonds soient le fait de capitaux étrangers". Lui président, le diri-

geant gardera la main stratégique, même sans majorité. Et cerise sur le gâteau, étalement sur 10 ans du remboursement des PGE pour ne pas fragiliser la convalescence des PME, dans un subtil équilibre "entre protection des entreprises et attractivité de notre économie", avec un système éducatif reformaté pour pouvoir remédier à la décrépitude d'une jeunesse en déshérence. "Il faut que le travail paie mieux dans notre pays, je propose que tous les salariés français touchent la prime de participation sans impôt sur le revenu, la possibilité de donner des primes sans charges pour les entreprises, pour enrichir le travailleur sans affaiblir la structure." Petite digression d'usage sur les méfaits de l'immigration, et pour les techs, c'est à la japonaise, "on peut très bien utiliser les compétences étrangères sans les faire venir" pour garder le cap de l'immigration à

taux zéro... "La contrainte d'immigration zéro obligera les startups à innover," Le hic ? "La propriété de ces startups, et en particulier la nationalité des augmentation de

capitaux, qui à majorité viennent de l'étranger, je ne me résous pas à cela, je veux qu'elles restent à capitaux français, avec des mesures pour protéger l'écosystème."



"Ne pas sacrifier l'industrie sur l'autel de la bonne conscience environnementale", et plutôt s'en prendre aux pays pollueurs.

Des odyssées industrielles, régionales et consensuelles



Anne Hidalgo jouait à domicile à la Mutualité.

● Deuxième round avec Anne Hidalgo, qui fut d'antan l'interlocutrice de l'UIMM au ministère du Travail, notamment sur les questions de formation professionnelle. "C'est une élection particulière où il reste peu d'espaces démocratiques, je parlerai d'abord du travail, nous devons réindustrialiser pour retrouver du travail sur tous les territoires, c'est la base, c'est la création de valeur, c'est vivre dignement, donc c'est une question clef." Revalorisation des salaires sur le modèle de l'Allemagne ou de l'Espagne, "pour se projeter avec une forme de stabilité sociale. Quand les classes moyennes se désespèrent, ce sont nos démocraties qui sont déstabilisées et qui

ouvrent la voie aux extrêmes, une autre forme de chaos." Alors, cap sur quatre "Odyssées industrielles", voyages au long cours sur les questions de santé, d'énergies renouvelables, de mobilité et de numérique. Une Odyssée ? "Se mettre en mouvement ensemble, acteurs économiques et territoires, en mode décentralisé", en pourfendant les normes de Bercy, avec en pilier les présidents de Région, "qui connaissent leur tissu économique et qui maîtrisent les formations professionnelles. Les moyens sont nationaux, les outils régionaux". Côté formation, grande mutation au programme, avec pour l'heure un constat "trop caricatural, une hiérarchie qui n'a plus de sens pour

les jeunes, un enseignement déconnecté de la réalité économique". Suppression de Parcours Sup et ouverture large sur l'alternance, avec pour modèle l'Allemagne, pour accéder à des diplômes via la théorie mais aussi l'expérience. Sur le navire de la transition écolo, "nous devons avancer d'une façon déterminée et résolue, elle doit se faire avec des investissements publics et des règles édictées au niveau européen, programmer les choses, sans excès de bureaucratie", dans le consensus, un discours qui n'aura pas touché les industriels plus que de mesure. Focus sur le nucléaire, qui doit rester "une industrie de transition, par pragmatisme, et avec un débat au

parlement sur l'accompagnement du grand carénage qui s'impose", mais pas de nouvelles constructions de réacteurs (non engagées) au programme. Une position... consensuelle. Pour celle qui met son expérience parisienne dans la balance sur le volet de la validation des compétences, il faudra aussi "se saisir des inégalités de salaires hommes-femmes", toujours toisées à 20%, "une discrimination aux conséquences économiques, on se prive de connaissances et de compétences." Une intervention socialement correcte qui n'aura pas séduit les troupes industrielles, malgré un fort accent mis sur la formation, l'une de leurs principales préoccupations.

Souveraineté, souveraineté chérie

● "Nous sommes des résistants, des opportunistes, des hommes et des femmes libres. Une liberté retrouvée pour nous projeter dans l'avenir avec assurance, garante d'une concurrence loyale et de l'esprit d'entreprendre, pour conquérir le monde. Plus que le respect du travail, l'industrie, c'est la valeur travail, le fruit de plusieurs siècles de savoir-faire, un industriel sait que le talent se cultive. Et nous croyons en la France, son rôle historique unique, ses industriels pionniers et visionnaires". Marine Le Pen tape juste, d'entrée. "La France du XXI^e siècle sera industrielle ou ne sera pas", martèle en posture de chef de clan la candidate, enchaînant les hommages à la galaxie manufacturière nationale, de la Tour Eiffel au TGV, à Ariane, à Airbus, "et tous les pays n'ont pas cet honneur". Pour elle, la désindustriali-

sation a été imposée aux Français, contre leur volonté. "L'industrie a été abandonnée", d'où un réel soutien populaire, "une ambition qui ne se décrète pas d'une estrade". Son projet vient du terrain, des industriels, ferraille avec une mondialisation "naïve et irresponsable".

Elle tape là où ça fait mal avec aisance. "La dépense publique sans croissance industrielle ne fait que de la dette." Crise de l'hôpital public, des médicaments, des masques, sans cap, tout est reparti comme avant... Résultat d'une "politique européenne catastrophique, et je veux rompre avec cette politique, réindustrialiser la France et produire sur notre territoire". Focus appuyé sur les PME, les TPE, les ETI, suppression totale de la CFE et d'un bout de C3F avec une part rendue à l'industrie via



C'est la candidate qui, dans la construction de son discours, aura le plus séduit. Sans doute l'expérience de trois campagnes présidentielles.

de l'investissement sur la filière, grand ménage sur les normes, "qui empêchent l'investissement", politique d'aménagement du

territoire connexe... Beaucoup, énormément de patriotisme économique, pour entraver la compétitivité "de pays qui ne respectent

pas nos normes sociales ou environnementales". Et priorité nationale pour l'accès aux marchés publics, en s'inspirant des modèles japonais et coréen côté intelligence économique. Pour financer ? Un fonds stratégique issu de l'épargne des Français qui deviendraient "actionnaires de la maison France et de son industrie". Un fonds souverain toisé à 500Mds€, alimenté par les quelque 3.000Mds€ de bas de laine des ménages, pour participer à la réindustrialisation et à l'aménagement du territoire. C'est cela, le patriotisme économique. Et tout ça sans augmenter les impôts et en stabilisant la dette. Nul doute, Marine Le Pen a potassé les propositions de l'UIMM avant de se confronter à son grand oral industriel.

Courage, réindustrialisons



Retour au grand choc de simplification pour Valérie Pécresse.

● "Absence totale de production stratégique sur le territoire", le thème est central et le précepte omniprésent. Mais au contraire de celle qui l'a précédée en tribune, cap sur le jeu économique collectif : "on doit réfléchir France et Europe pour se battre contre les Etats-Unis ou la Chine", souligne Valérie Pécresse, la "Dame de faire" comme elle aime à se définir. Sa fibre industrielle, elle la calque sur l'émotion territoriale. "Je préside une grande région, autrefois 1^{re} région industrielle de France, où nous avons perdu des centaines de milliers d'emplois ces dernières années, avec un phénomène de paupérisation induit. L'industrie permet l'ascension sociale, la formation, elle permet de

produire des biens et de les exporter." Mais le constat actualisé est inquiétant: "85Mds€ de déficit sur notre balance commerciale, ça veut dire que nous n'avons pas d'industrie compétitive, rayonnante, conquérante. Alors j'arrive avec un vrai projet de réindustrialisation, mais il faudra prendre un certain nombre de mesures courageuses." Qu'elle n'aura pas vraiment déclinées. Pour être plus compétitifs, "il faudra baisser vos impôts de production mais sans creuser les déficits, donc je propose deux fois plus d'économies que de dépenses dans mon programme." Avec à la clef une première step de 10Mds€ de baisse des impôts de production et fiscalités affiliées, "et une attention sur la transmis-

sion des entreprises familiales, avec une défiscalisation jusqu'à 90%", le tout assaisonné d'une "déburcaucratiation drastique et un dénormage prioritaire." Héritage sarkozien oblige, "il faudra travailler davantage, avec une réforme des retraites et de l'assurance chômage, des heures supplémentaires défiscalisées, des RTT rachetés sans impôts et sans charges". En passant par une "innovation de rupture" à faire pâlir : la création d'un "grand ministère de l'Industrie, de l'Energie et de l'Innovation". Côté soutien, il faut des financements : d'où l'orientation de l'épargne des Français vers l'économie productive, via des fonds d'investissements alimentés au niveau régional, en

une sorte de "Madelin rural" pour renouer avec la défiscalisation et l'investissement de proximité. Le futur, c'est aussi la formation, avec en réflexion avancée une confiance rendue aux régions et aux branches, pour un objectif chiffré : "1 million d'apprentis en 2027", avec la mise en place d'un revenu jeune Actif "pour ceux qui acceptent de se former six mois dans les filières notamment industrielles". "Il faut revaloriser les métiers de production, où l'on ne peut pas télétravailler. Et que l'administration se mette au service des entrepreneurs". En divisant par deux la durée des procédures, à l'instar de l'engagement pris par le nouveau chancelier allemand.